

WWW.NPA2009.ORG

NUCLÉAIRE, EN S RTIR C'EST URGENT !



EXPROPRIATION DE EDF, GDF-SUEZ, AREVA, TOTAL...

SAUVEGARDE DES EMPLOIS. PLANIFICATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

TCHERNOBYL, FUKUSHIMA... PLUS JAMAIS ÇA !

Six mois après la catastrophe nucléaire de Fukushima, toutes les analyses confirment la profondeur et la gravité de la situation au Japon, face à laquelle le gouvernement a été obligé d'organiser une baisse drastique de la consommation électrique, et envisage désormais de se passer du nucléaire.

**Il s'agit d'un tournant :
il y aura un avant
et un après Fukushima...**

Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade en accusant la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace du système soviétique.

Que vaut cet argument aujourd'hui, quand c'est le fleuron de l'industrie privée japonaise qui est concerné ?

Dans une économie capitaliste mondialisée, l'énergie électrique est un marché comme un autre où seule compte la possibilité d'accroître les profits au risque de mettre en danger l'humanité. Les médias ont commencé à mettre en évidence l'irresponsabilité et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et natio- >>>>



LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES DU NPA

Nous exigeons :

- × **Décision immédiate de sortie du nucléaire en 10 ans maximum**
- × **Sauvegarde des emplois et des statuts des salarié-e-s du nucléaire; intégration de tous les sous-traitant-e-s et intérimaires dans un service public de l'énergie**
- × **Arrêt immédiat des réacteurs les plus anciens et les plus dangereux, à commencer par Fessenheim**
- × **Arrêt immédiat des nouveaux projets, en France (Flamanville, Penly...) et à l'étranger**
- × **Arrêt de tous les projets d'enfouissement des déchets radioactifs (notamment Bure)**
- × **Arrêt de la fabrication d'armes nucléaires et désarmement unilatéral**
- × **Réorientation des budgets de la recherche vers l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et arrêt d'ITER**
- × **Lancement immédiat d'un programme d'investissement massif dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.**

Retrouvez les propositions du NPA pour un plan détaillé de sortie du nucléaire en moins de 10 ans sur le site WWW.NPA2009.ORG

nales — plus soucieuse de rentabilité que de sécurité. Comme dans les autres puissances nucléaires, le nucléaire civil a développé les mêmes modes de secret et de non transparence que le nucléaire militaire, au nom d'intérêts supérieurs, ceux de l'État et des entreprises. Ce sont les travailleurEUSEs, en particulier les sous-traitantEs, qui se retrouvent en première ligne. Ils ou elles vont payer de leur santé, et pour beaucoup de leur vie, ce choix de société.

Quels que soient les moyens que l'on se donne pour assurer davantage de sécurité, il ne faut pas perdre de vue l'essentiel :

l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire

Le système nucléaire est fondamentalement insoutenable et les accidents statistiquement inévitables. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl et d'autres Fukushima auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'aviation, des attentats, des événements imprévisibles.

Le mouvement anti-nucléaire commence à se remobiliser autour du mot d'ordre de « **Sortie immédiate du nucléaire** », avec des résultats positifs comme en Allemagne. Cependant, la plupart des gouvernements, notamment en Europe et aux USA, refusent de sortir du piège nucléaire. Ils tentent de calmer l'opinion avec la promesse d'une « sérieuse révision de la sécurité de nos centrales ». Le gouvernement français récolte la Médaille d'Or de l'Aveuglement Nucléaire grâce à son porte-parole, Henri Guaino, qui a déclaré : « L'accident nucléaire au Japon pourrait favoriser l'industrie française dont la sécurité est une marque de fabrique ». Sans commentaire...

Il est probable que, dans certains pays, sous la pression de la population on réduise les projets d'expansion de l'industrie nucléaire. Mais le capitalisme ne pouvant limiter sa croissance et la consommation d'énergie qui l'accompagne, on peut craindre une fuite en avant dans les énergies fossiles les plus « sales » : le charbon, le pétrole off shore, les sables bitumineux, le gaz de schiste. La conversion aux énergies renouvelables n'étant pas compétitive à court terme (celui des capitalistes), on peut donc prévoir une nouvelle et rapide hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Il faut refuser ce choix impossible entre une belle mort radioactive ou une lente asphyxie par le réchauffement climatique. C'est le premier pas de la bataille politique qui mènera à une transition énergétique : il n'y a que 13,4% de l'électricité mondiale qui est produite par les centrales nucléaires, nous pouvons donc nous en passer !

LES PLUS GROS MENSONGES DES PRONUCLÉAIRES

“ **Nucléaire = indépendance énergétique**

FAUX !

✗ Nous n'avons plus d'uranium exploitable en France. L'uranium utilisé est importé, le plus souvent en exploitant de façon honteuse des populations et des territoires comme au Niger. Seules les énergies renouvelables, disponibles partout, pourront assurer l'indépendance totale de nombreuses régions.

STOP ITER

ITER est le réacteur expérimental que sept pays dont l'Union Européenne, ont décidé de construire à Cadarache afin de tester la possibilité de produire de l'électricité à partir de la fusion nucléaire, l'énergie libérée par les bombes H.

Mais, la fusion pose des problèmes que, depuis plus de 50 ans, on ne sait pas résoudre. Or notre problème d'énergie est urgent et même si l'expérience ITER était concluante, on ne pourra pas produire de l'électricité à l'aide de la fusion avant la fin du siècle.

Par contre, ITER est un projet dangereux. Il utilise de grandes quantités de tritium, un gaz radioactif hautement volatil et il laissera des tonnes de déchets. Le choix de Cadarache est irresponsable : Il est situé sur une faille sismique, au bord de la Durance, en aval du barrage de Serre Ponçon, tout près d'Aix-en-Provence et de Marseille. Et il abrite de nombreuses activités à haut risque : fabrication du MOX, recyclage de déchets nucléaires...

Le budget de 15 milliards d'euros prévu est en train d'exploser : le coût de la construction est déjà multiplié par trois. Et les budgets de recherche réduits d'autant...

La fusion existe à l'état naturel, c'est l'énergie du soleil. Les crédits engloutis dans ITER seraient bien plus utiles pour apprendre à mieux s'en servir.

“ **Nucléaire = inépuisable**

FAUX !

✗ Le nucléaire n'est pas une énergie renouvelable. Les réserves connues d'uranium seront épuisées dans quelques décennies et toutes les tentatives pour recycler le combustible utilisé se sont soldées par des échecs ruineux (Superphénix).

“ **Nucléaire = bon marché**

FAUX !

✗ Les tarifs de l'électricité en France ne sont que légèrement inférieurs à la moyenne européenne. Et les coûts du kWh ne prennent en compte ni le démantèlement des centrales, ni la gestion des déchets. Au final, des dizaines, voire des centaines de milliards d'euros seront nécessaires

pour démanteler, surveiller et dépolluer ce qui peut l'être, ce qui fera du nucléaire l'énergie la plus chère de l'histoire. Sans compter le coût d'une catastrophe telle que Fukushima.

“ **Nucléaire = sécurité, surtout en France car c'est public**

FAUX!

- ✗ EDF ne craint pas d'employer des sous-traitant-e-s insuffisamment formé-e-s et de prolonger toujours d'avantage la durée de vie des centrales, les rendant encore plus dangereuses.
- ✗ Les catastrophes naturelles sont possibles partout. On a frôlé l'incident majeur lors de la tempête de 1999 qui a inondé la centrale du Blayais en Gironde. Et l'EPR ne résistera pas à la chute d'un avion de ligne. Un réacteur qui explose peut rayer un pays de la carte, causer des centaines de milliers de morts et des déplacements massifs de population avec des conséquences humaines et sanitaires incalculables pour des millénaires.

“ **Le nucléaire = lutte contre le changement climatique**

FAUX!

- ✗ Le nucléaire occupe une part si négligeable dans le mix énergétique mondial (2,3%) que son influence est pratiquement nulle sur le climat.
- ✗ Développer le nucléaire pour qu'il participe à la lutte contre le changement climatique nécessiterait de couvrir la planète de centrales. Ce scénario n'est ni envisageable ni souhaitable!
- ✗ De plus, la construction des centrales, l'extraction et la transformation du minerai et les milliers de camions pour l'acheminer puis déplacer les déchets, contribuent à l'effet de serre.

GAZ ET HUILES DE SCHISTE : LA FUITE EN AVANT

Alors que la sur-utilisation des hydrocarbures conventionnels (pétrole, gaz, charbon) menace dangereusement l'équilibre du climat, les multinationales se ruent maintenant sur un nouvel eldorado : les gaz et pétroles non conventionnels (gaz de schiste, de charbon, huile de schiste, pétrole bitumineux...)

Cette fuite en avant s'oppose aux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui nécessitent de sortir des hydrocarbures bien avant d'avoir épuisé les stocks. Mais la logique du toujours plus, nécessaire au fonctionnement du capitalisme, implique des besoins insatiables en énergie. Ces nouvelles ressources sont donc à la fois une menace environnementale locale pour les habitants des zones exploitées et une menace pour l'équilibre planétaire qui montre à quel point le système est incapable de prendre en considération le danger du changement climatique.

NI NUCLÉAIRE, NI ÉNERGIES FOSSILES : POUR UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE RADICALE

La nécessaire sortie du nucléaire ne doit pas nous faire oublier l'indispensable lutte contre le dérèglement climatique.

Les conséquences du dérèglement climatique sont nombreuses et dramatiques : augmentation des phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses, inondations, tempêtes...), diminution des ressources en eau dans les régions sèches et en montagne, baisse de la productivité agricole, bouleversement de nombreux écosystèmes avec l'extinction de 20 à 30% des espèces animales et végétales, augmentation du niveau de la mer et inondation de zones côtières habitées... Ces conséquences mettent directement en danger les conditions de vie des populations les plus pauvres de la planète.

Pour ne pas accentuer ces risques, il est préconisé par les scientifiques du monde entier de ne pas dépasser 2°C de réchauffement par rapport à l'ère pré-industrielle. Pour cela, il est indispensable, pour les pays industrialisés, de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 40% avant 2020 et de 90% avant 2050. Il ne faut donc différer ni la sortie du nucléaire

ni la lutte contre le changement climatique : il est nécessaire de mener de front ces deux objectifs qui ne sont pas incompatibles. Que ce soit pour sortir du nucléaire ou pour lutter contre le réchauffement climatique, la voie à suivre est la même : **sobriété et efficacité énergétiques, développement des énergies renouvelables.**

Devant l'ampleur du défi, il est indispensable et urgent de planifier la sortie du nucléaire et une politique énergétique soutenable. Cette planification doit se faire démocratiquement et s'accompagner d'un contrôle des citoyen-ne-s et travailleur-euse-s sur les moyens de production, politique industrielle, pilotage des investissements, politique foncière, en respectant les contraintes écologiques.



FACE AUX DÉFIS ÉNERGÉTIQUES : UNE POLITIQUE ANTICAPITALISTE

La transition énergétique à mettre en œuvre nécessite un changement de cap radical par rapport aux politiques énergétiques actuelles.

Pour faire face aux crises auxquelles nous sommes confrontés nous devons avoir pour objectifs de sortir du nucléaire en moins de 10 ans, engager une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre pour construire une société libérée des énergies fossiles, garantir l'accès de toutes et tous à l'énergie, garantir les emplois et les conditions de travail des salarié-e-s du secteur de l'énergie.

C'est d'une révolution énergétique dont nous avons besoin !

Seules les luttes de la population permettront de l'imposer et elle ne pourra pas être menée dans le cadre d'une gestion docile du système capitaliste.

Pour nous, mener une telle politique passe par :

La création d'un grand service public de l'énergie sous le contrôle des salarié-e-s et de la population

Nous devons exiger l'expropriation des grandes entreprises du secteur de l'énergie (EDF, GDF-Suez, Total, AREVA...) et leur incorporation dans un grand service public de l'énergie. Celui-ci aurait pour fonction de promouvoir l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. Il s'attacherait à mettre en œuvre des tarifs associant gratuité des consommations permettant de répondre aux besoins sociaux de base et tarifs fortement progressifs pour éliminer les gaspillages.

L'extension du champ de la démocratie

Pour réduire drastiquement les consommations énergétiques et les gaspillages, il est nécessaire de pouvoir décider démocratiquement ce qu'on produit et comment pour permettre, par exemple, de stopper ou réduire les productions inutiles ou dangereuses (publicité, armement, production de pesticides, obsolescence programmée des produits ...). C'est incompatible avec la propriété capitaliste où seule une poignée d'actionnaires et de dirigeants ont le droit de décider.

La création d'un service public du logement

Les factures énergétiques pèsent lourd dans le budget des ménages. Il est urgent de mettre en œuvre un grand plan d'isolation thermique des logements anciens. Un service public du logement pourrait prendre en charge un tel chantier, produire de nouveaux logements faiblement consommateurs d'énergie et ainsi résoudre la crise du logement. En baissant mécaniquement les loyers, il permettrait aux ménages les plus démunis de se rapprocher des centres-villes dont ils sont largement exclus aujourd'hui et de réduire les transports.

La création d'un service public des transports

Parce que les transports sont extrêmement consommateurs d'énergie et grèvent durement le budget des ménages, il est indispensable de développer largement les transports en commun de proximité et d'assurer leur gratuité pour toutes et tous. Seul un grand service public des transports peut prendre en charge une telle politique aux antipodes des logiques capitalistes.

La création d'un service public bancaire

Les défis énergétiques impliquent la mise en œuvre rapide de chantiers de grande ampleur. En plus de la confiscation des profits astronomiques des grands groupes énergétiques ou du bâtiment, l'appropriation des grandes banques pour constituer un service public bancaire unique sous contrôle des salarié-e-s et de la population permettra de financer les investissements nécessaires à cette révolution énergétique.



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
WWW.NPA2009.ORG

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Tél. :

Mail :